

son et ses territoires vous sera soumise. Il vous appartiendra de considérer les propositions faites par le ministre britannique des Colonies à la Compagnie et de les apprécier en ce qu'elles touchent aux droits et intérêts du Canada. On vous communiquera également des documents indiquant les mesures prises par le gouvernement provincial, pour la défense de ces droits et intérêts, tant dans le présent que pour l'avenir."

Ce ne fut cependant que postérieurement à la Confédération que la question fut tranchée. Au cours de la première session du Parlement de la Puissance, on adopta une pétition à la reine, contenant certaines résolutions proposées par l'honorable William McDougall. McDougall et Cartier furent envoyés en Angleterre pour négocier et, après quelques mois de pourparlers, leurs efforts aboutirent.

Le Manitoba fut la première province constituée au moyen des territoires cédés. Les appréhensions de la population métisse craignant que certains droits, dont elle jouissait de temps immémorial, ne lui soient pas conservés, retardèrent pendant quelques mois l'accession de la nouvelle province. Une expédition militaire, commandée par Sir Garnet Wolseley (plus tard feld-maréchal et vicomte), fut envoyée dans la région troublée, mais avant son arrivée à Fort Garry (24 septembre 1870) toute opposition avait cessé. On reporta au 15 juillet 1870 la date légale de la création de la province; à la même date, les territoires du Nord-Ouest reçurent également un gouvernement distinct. La colonisation subséquente de la vaste région de l'ouest, l'agrandissement du Manitoba, dont la superficie fut doublée, la création des deux provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta, ainsi que du territoire du Yukon, les uns et les autres prélevés sur les Territoires du Nord-Ouest, sont des faits encore présents à la mémoire de la génération actuelle. Les cartes des pages 77 et 78 permettent de suivre la géographie politique du Canada, de 1867 à 1905.

En 1867, la Colombie Britannique jouissait d'un gouvernement provincial séparé, établi en 1858. La législature provinciale s'étant prononcée en faveur de l'union avec le Canada, sous certaines conditions expresses, telles que la construction d'un chemin de fer transcontinental et la création d'un service maritime entre Victoria et San Francisco, la province du Pacifique entra dans la Confédération le 20 juillet 1871. Deux ans plus tard, le premier juillet 1873, l'île du Prince-Edouard y était aussi admise.

En 1866, le traité de réciprocité conclu avec les Etats-Unis en 1854, avait été abrogé. L'effet de cette abrogation fut temporairement déprimant pour le Canada, mais cette mesure eut pour résultat de l'obliger à chercher d'autres débouchés; dans la même année, une commission présidée par l'honorable William McDougall fut envoyée dans ce but aux Antilles et dans l'Amérique du Sud. Dans la même année, les "Féniens" soldats ayant servi dans les armées démobilisées du nord des Etats-Unis, attaquaient la frontière du Niagara. Dans une rencontre qui se produisit près du village de Ridgeway, les volontaires canadiens subirent des pertes élevées, relativement à leur nombre, mais l'ennemi ayant eu vent de l'approche d'un corps de troupes régulières se hâta de repasser la frontière américaine où les autorités civiles procédèrent à leur arrestation.

Un événement important des premiers temps de l'histoire de la Puissance fut la négociation du traité de Washington en 1871. L'abrogation du traité de réciprocité avait mis fin aux droits de pêche dans les eaux britanniques dont les Américains jouissaient, en vertu de ce traité. Cependant, les pêcheurs américains n'acceptaient qu'à contrecoeur cette suppression et prétendaient continuer à jouir des privilèges auxquels ils étaient accoutumés. Plusieurs de leurs navires ayant été